

ARTICLE 5 : Le Président de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur National de l'Hydraulique et le Directeur Général de la Solidarité Energie du Mali sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er juillet 2001 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 28 juin 2001

**Le Ministre des Mines,
de l'Energie et de l'Eau
Aboubacary COULIBALY**

**Le Ministre de l'Industrie,
du Commerce et des Transports,
Madame TOURE Alimata TRAORE**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Bacari KONE**

ARRETE INTERMINISTERIEL N°01-1477/MMEE-MATCL Portant fixation des modalités de circulation à l'intérieur du périmètre de protection.

Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,

Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code Minier en République du Mali, modifiée par l'Ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 Septembre 1999 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°99-256/PM-RM du 15 septembre 1999 portant approbation de la Convention d'Etablissement Type pour la prospection, la recherche et l'exploitation des substances minérales en République du Mali, modifié par le Décret n°00-050/PM-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

ARRESENT :

ARTICLE 1^{ER} : Le présent arrêté fixe les conditions de séjour et de circulation des personnes à l'intérieur des périmètres de protection conformément à l'article 97 du Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 sus-visé.

ARTICLE 2 : Les éléments qui sont cités aux points 1, 2 et 3 de l'article 95 du Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 sont portés sur les deux copies supplémentaires du plan au 1/2 500 soumises par le demandeur dont une copie lui est remise avec les indications appropriées et l'autre est versée au dossier à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

Les cartes de résidence et les permis de circulation et de séjour sont délivrés par la Société minière détentrice du permis d'exploitation.

ARTICLE 3 : Après enquête, des périmètres de protection comprenant des zones " A " et " B " sont institués.

Les zones " A " englobent les chantiers, les campements miniers, les ateliers, les usines de transformation et les installations d'approvisionnement en eau. Leur superficie se définit par celle occupée par ces installations.

Les zones " B " englobent les zones " A " et les superficies nécessaires pour exercer un contrôle efficace sur l'ensemble des travaux d'exploitation.

Les principaux points d'accès aux zones " A " et " B " doivent être indiqués de façon très visible.

Les périmètres de protection ainsi institués peuvent être réduits ou supprimés après avis de l'exploitant.

ARTICLE 4 : Les zones " A " doivent être entourées par l'exploitant, d'une clôture durable et continue.

Les limites des zones B doivent être indiquées de façon visible par des poteaux ou des bornes.

ARTICLE 5 : L'accès à l'intérieur des zones " A " ou " B " est réservé aux personnes suivantes :

- les membres du Gouvernement et les personnes qui les accompagnent ;
- les magistrats, les agents de l'Administration chargée des mines, les fonctionnaires et autres agents assermentés, dans l'exercice de leurs fonctions et munis d'un ordre de mission ;
- le personnel de l'entreprise protégée et les personnes spécialement autorisées par le directeur de l'exploitation ;
- les habitants des zones du permis d'exploitation porteurs d'une carte de résidence ;
- les personnes munies d'un permis de séjour ou de circulation valable pour la zone en question.

Les permis de séjour ou de circulation peuvent être annulés sous réserve d'un préavis de quinze jours pour les permis de séjour et sans préavis pour les permis de circulation. Les frais de délivrance des cartes de résidence et des permis de circulation ou de séjour sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 : Les limitations et interdictions édictées pour les zones “ A ” ne donnent droit à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 28 juin 2001

**Le Ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités Locales,
Ousmane SY**

**Le Ministre des Mines, de
l'Energie et de l'Eau,
Aboubacary COULIBALY**

ARRETE N°01-1501/MMEE-SG Portant attribution à la Société New Gold Mali S.A. d'un permis de recherche d'or et de substances minérales du groupe II à la Banancoro-Ouest (Cercle de Kangaba)

Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali, modifiée par l'ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°99-256/PM-RM du 15 septembre 1999 portant approbation de la Convention d'établissement - type pour la prospection, la recherche et l'exploitation des substances minérales en République du Mali, modifié par le Décret n°00-050/PM-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande du 15 novembre 2000 de Monsieur Oumar DIALLO, en sa qualité de Président de la Société ;

Vu le récépissé de versement n°021/01/D.SMEC.ssm du 01 juin 2001 du droit fixe de délivrance d'un permis de recherche ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Il est accordé à la Société New Gold Mali S.A., un permis de recherche valable pour l'or et les substances minérales du groupe II, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 2001/137/ PERMIS DE RECHERCHE DE BANANCORO-OUEST (CERCLE DE KANGABA).

Coordonnées du périmètre :

Point A : Intersection du parallèle 11°44'00» Nord avec le méridien 8°44'17» Ouest
De A vers B suivant le parallèle 11°44'00» Nord

Point B : Intersection du parallèle 11°44'00» Nord avec le méridien 8°40'00» Ouest
De B vers C suivant le méridien 8°40'00» Ouest.

Point C : Intersection du parallèle 11°41'44» Nord avec le méridien 8°40'00» Ouest
De C vers D suivant le parallèle 11°41'44» Nord.

Point D : Intersection du parallèle 11°41'44» Nord avec le méridien 8°44'58» Ouest
De D vers E suivant le méridien 8°44'58» Ouest.

Point E : Intersection du parallèle 11°43'26» Nord avec le méridien 8°44'58» Ouest
De E vers F suivant le parallèle 11°43'26» Nord.

Point F : Intersection du parallèle 11°43'26» Nord avec le méridien 8°44'17» Ouest
De F vers A suivant le méridien 8°44'17» Ouest.

Superficie totale : 37 km².

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans renouvelable deux fois.

Le titulaire du permis restituera la moitié de la superficie concédée au bout de la troisième année de la première période de validité du permis et la moitié de la superficie restante au second renouvellement du permis.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s'engage à octroyer au titulaire un permis d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : Le minimum des dépenses en travaux de recherche est fixé à un milliard soixante dix millions (1 070 000 000) francs CFA repartis comme suit :

- 150 000 000 F CFA pour la première année
- 330 000 000 F CFA pour la deuxième année
- 590 000 000 F CFA pour la troisième année.

ARTICLE 6 : La Société New Gold Mali S.A. est tenue de présenter au Directeur des Mines :